

« Au Rwanda, nous avons agi par ignorance »

Marie-Laure Colson

Libération, 29 avril 1998

Un ancien fonctionnaire a livré un témoignage à charge contre la France.

A écouter témoigner hier Michel Cuingnet, qui dirigea la mission de coopération française au Rwanda, de 1987 jusqu'au génocide de 1994, on mesure mieux ce qui sépare le fonctionnaire de l'homme d'Etat. Auditionnés par la mission d'information sur le Rwanda le 21 avril, Edouard Balladur, Alain Juppé, François Léotard et Michel Roussin laissent échapper qu'ils ne savaient pas tout. Ils disent qu'ils reviendront témoigner quand ils auront eu accès à certains documents officiels. Michel Cuingnet, le premier fonctionnaire à être entendu publiquement par la mission, connaît, lui, sa boutique. En sept ans de poste, il a vu le Rwanda changer. Il a vu le régime d'Habyarimana utiliser tous les moyens pour « *convertir une hostilité latente en actes d'agression permanente contre les Tutsis* ». Il a vu le Rwanda évoluer du statut de bon élève du FMI à un pays où la

moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. En 1993, dit-il, à la veille des accords de paix d'Aru-sha, « *70% des dépenses ordinaires de l'Etat sont consacrées à l'armée* ». Les effectifs, estimés à 5 000 en 1989, passent à 45 000 hommes, « *et à ceux-là s'ajoutent 10 000 miliciens* ». Le FMI et la Banque mondiale décident alors de suspendre une partie de leurs aides. La France reste, avec la Belgique, le premier bailleur de fonds bilatéral au Rwanda. De ce fait, conclut Cuingnet, ils « *pourvoient au gonflement des dépenses militaires* ».

Lui, le fonctionnaire, envoie des notes à Paris, et semble-t-il, pas seulement sur l'économie du pays. Aussi tombe-t-il de haut quand il découvre en 1993, à l'occasion des visites du ministre de la Coopération Marcel Debarge et du sénateur Guy Penne, représentant des Français à l'étranger, que ni l'un ni l'autre ne savent que les cartes d'identité rwandaises portent les mentions ethniques de Hutu, Tutsi ou Twa. « *Ils l'on appris*

chez moi », se désole Cuingnet. Mercredi dernier, Jean-Christophe Mitterrand, qui a dirigé la cellule Afrique de l'Élysée, a fait vaguement mention d'un projet de livrer au Rwanda de nouvelles cartes d'identité. Le projet n'a jamais abouti. Un peu plus tôt dans la journée, le manque de cohérence de la politique française au Rwanda a été noté par le père belge Guy Theunis, auditionné juste avant Cuingnet. L'ambassadeur de France à Kigali (1989-93) Georges Martres, entendu par la mission la semaine dernière à huis-clos, lui aurait dit : « *je ne comprends pas, je reçois des ordres de l'Élysée et de Matignon, parfois contradictoires, et je ne sais pas lesquels je dois suivre.* »

Cette histoire de cartes d'identité qui, à Paris, apparaît comme un détail, ne l'est pas pour le chef de mission qui a vu des Tutsis se faire tuer devant lui après un contrôle d'identité. L'histoire illustre en tout cas le manque de clairvoyance et la négligence des responsables de la politique africaine français. Et ça, le fonctionnaire qu'est Cuingnet, ne l'a, quatre ans après, toujours pas digéré. Alors, désormais à la retraite et délivré de l'obligation de réserve, il dit aux députés le fond de sa pensée : « *Au Rwanda, nous avons agi par ignorance et suffisance, nous savions que Habyarimana était un dictateur faible et criminel et nous avons confié aux militaires un rôle qui n'aurait dû ap-*

partenir qu'aux politiques et aux parlementaires. » Car durant ces huit mois cruciaux qui séparent les Accords d'Arusha d'août 1993, qui prévoyaient le retrait des troupes étrangères, et le génocide d'avril 1994, deux compagnies françaises sont toujours là, en attendant que les Casques bleus de la Minuar arrivent. Pendant cette période, estime Cuingnet, il aurait fallu « *une aide considérable* » de toute la communauté internationale pour aider les déplacés, démobiliser « *ces hordes fanatisées par la Radio des Mille collines* ». Au lieu de cela, les bailleurs de fonds laissent pourrir la situation et les militaires français « *contrôlent les routes et, je suis désolé, s'empare le fonctionnaire, ont un rôle d'armée d'occupation* ». Si Habyarimana n'avait pas été tué, conclut Cuingnet, « *il y aurait quand même eu de gigantesques massacres, car tout était prêt pour que le pouvoir reste à l'Akazu* (les proches et la famille d'Habyarimana, ndlr) *dont on* (la France, ndlr) *a évacué les responsables par le premier avion* ».

Le colonel Alphonse Nteziryayo, recherché par le Tribunal pénal international pour le Rwanda, a été arrêté au Burkina Faso. L'ancien chef de la police militaire rwandaise qui fut aussi préfet de Butare est inculpé de génocide.

Rectificatif (publié le 30/04/98) : Michel Cuingnet, auditionné mardi par la mission

d'information sur le Rwanda, a à partir de 1987, comme nous dirigé la mission de coopération l'avons écrit dans notre édition français de 1992 à 1994, et non de mercredi 29 avril.